

La Chine, terre d'investissement non grata?

Hors pandémie, la Chine n'a encore vécu ni ralentissement brutal, ni crise financière majeure. Toutefois la prise de conscience ESG [critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, ndlr] et sa définition plus précise questionnent notre rapport à la deuxième puissance économique mondiale.

Au-delà des Jeux olympiques, l'Empire du Milieu reste au cœur de l'attention: préoccupations sanitaires, enjeux géopolitiques, commerciaux, économiques... la liste est longue.

Le resserrement réglementaire abrupt sur certains secteurs, et notamment ceux de la technologie et de l'immobilier, tient aussi en haleine les investisseurs du monde entier: la Chine serait-elle devenue une terre d'investissement non grata?

Chacun y va de ses interprétations et inquiétudes. Les incertitudes qui entourent les décisions et surtout les réactions, ou absences de réactions, de Pékin restent nombreuses. Mais une chose est certaine: si l'on exclut la chute provoquée par la pandémie en 2020, le pays n'a, à ce stade, constaté ni arrêt brutal de sa croissance, ni crise financière paralysante.

Reste la question de l'ESG, qui devient une préoccupation centrale des investisseurs. Et avec les nouvelles démarches et réglementations visant à donner une définition plus claire de l'ESG, la question n'est pas dénuée d'intérêt.

En matière d'écologie, bien que le pays reste largement dépendant du charbon – il est responsable de plus d'un quart des émissions mondiales de gaz à effet de

serre –, la Chine affiche les plus grandes ambitions en termes de transition climatique: pic d'émissions avant 2030, neutralité carbone avant 2060 et réduction de l'intensité carbone de plus de 65% par rapport à 2005. Ajoutons à cela la volonté de réduire sa dépendance au charbon et d'augmenter la part des combustibles non fossiles dans une consommation énergétique croissante et l'on comprend facilement pourquoi la Chine est désormais le premier investisseur mondial dans les énergies renouvelables et l'électrification du transport. Les entreprises chinoises semblent également de plus en plus sensibles à leur empreinte environnementale et plus ouvertes à l'intégration de normes ESG dans leurs pratiques.

Mais doit-on sourire de ces déclarations et y voir plutôt une poursuite de la stratégie de «soft power» de la Chine pour transformer son image sur la scène mondiale? Pas nécessairement.

Certes, les mesures annoncées peuvent paraître faibles au regard des besoins. Mais elles illustrent, de la part du régime chinois, une prise de conscience de l'importance de faire évoluer les modes de consommation et de production, afin de garantir une croissance durable au pays. Un fait d'autant plus flagrant quand on considère les difficultés que connaît l'Empire du Milieu en termes énergétiques. L'explosion des prix du charbon et son rationnement préventif, pour assurer ses objectifs en termes d'émissions polluantes, force les gouvernements régionaux à imposer des coupures d'électricité. Ceci affecte notamment la grande industrie du

sud de la Chine et vient se répercuter non seulement sur l'économie chinoise mais aussi sur l'économie mondiale.

Or, si un gouvernement peut imposer des coupures de courant à sa population pour atteindre ses objectifs environnementaux, ou cantonner la consommation de jeux vidéo des mineurs à trois heures par semaine, sa capacité de transformation verte devrait également pouvoir être particulièrement impactante. Du moins sous certains aspects..., car dans l'ESG,

Le pays affiche les plus grandes ambitions en termes de transition climatique

le E ne saurait faire oublier le S et surtout le G! Ces trois éléments sont indissociables. Et la Chine devrait les promouvoir au plus haut point. Bien que les aspects écologiques soient fortement priorités – n'oublions pas que c'est l'un des pays dont la biodiversité est la plus riche avec 10% des espèces végétales du monde et 14% des espèces

animales –, les aspects sociaux et de gouvernance laissent encore à désirer.

Toutefois, avec la prise de conscience croissante de l'ESG en Chine et l'ouverture du marché des capitaux chinois aux investisseurs internationaux, la pression sur les entreprises chinoises pour améliorer leur gestion des risques ESG augmentera probablement ces prochaines années, d'autant plus que les réglementations entourant l'investissement responsable et la labélisation ESG progressent rapidement. Les exigences de déclaration obligatoire, l'intervention du gouvernement, la sensibilisation accrue à l'ESG et le changement des comportements des consommateurs seront de puissants moteurs de transformation, pronostique notamment Morningstar. Les investisseurs institutionnels chinois s'orientent de plus en plus vers des investissements responsables, poussés par la réglementation et la réforme du marché financier.

Par ailleurs, il existe une concurrence mondiale en matière de critères ESG. Leur prise en compte hors de Chine poussera les entreprises chinoises à faire mieux. Bref, les stimulants ne manquent pas en matière de développement et d'investissements responsables. Cependant, tout cela risque de prendre encore du temps. ■

FRANÇOIS MOLLAT DU JOURDIN FONDATEUR ET PRÉSIDENT
DU MULTI FAMILY OFFICE MJ&CIE, BASÉ À GENÈVE ET À PARIS

